

et j'ai, il y a vingt ans, siégé avec lui au parlement. Je ne crois pas qu'il y ait dans tout le Dominion une personne mieux qualifiée que M. Bertram pour remplir la position qu'il occupait. Politiquement parlant, M. Bertram et moi nous avons toujours été des adversaires en parlement, mais sa parfaite connaissance de la question du transport l'aurait rendu, s'il eût vécu, un homme très utile à son pays. Je sais par ceux qui le connaissent intimement qu'il était en train d'élaborer un projet qui aurait donné des résultats avantageux au Dominion. Je regrette de dire que je ne partage pas la manière de voir de celui qui lui a succédé. Il peut me tromper et il peut en tromper d'autres. A mon avis, il n'a pas la même habileté et les mêmes connaissances que son prédécesseur, et il n'est pas aussi bien quatrarn, et tous ceux qui ont connu M. Bertram et tous ceux qui ont connu M. Bertram, regretteront sa disparition.

L'exposition de Saint-Louis, je n'ai aucun doute, a fait comprendre à un grand nombre de personnes des Etats-Unis l'avantage qu'il y a de s'établir dans notre Nord-Ouest. Je suis très heureux de voir que l'on se propose d'accepter l'invitation du gouvernement de Belgique nous demandant d'exposer nos produits à l'exposition internationale qui doit être tenue dans ce pays-là. Il y a en Belgique une classe de gens que l'on pourrait avec avantage faire venir au Canada, et par une bonne exposition des produits du Dominion faisant connaître ses ressources agricoles, minières, forestières et poissonnières, nous pourrions sans aucun doute engager une bonne classe de gens à venir s'établir au Canada, une meilleure classe de gens que plusieurs qui ont été autrefois amenés au pays. Ce qui se rapporte aux comptes publics est une expression stéréotypée. Nous verrons, quand le budget nous sera soumis, sur quelle économie nous pouvons compter. Je crains que si nous devons juger du programme du Gouvernement par ce qui s'est fait dans le passé nous ne soyons déçus. On nous a déjà fait de pareilles promesses. Les libéraux nous ont dit dans le passé que s'ils obtenaient le pouvoir ils réduiraient les dépenses annuelles de trois ou quatre millions. Le ministre du Commerce et de l'Industrie peut nous expliquer cela, s'il croit opportun de discuter la question. Je n'ai pas l'imagina-

Hon. sir MACKENZIE BOWELL.

tion vive, je suis plutôt pratique qu'imaginatif, mais je puis m'imaginer les expressions dont se serait servi cet honorable ministre si le parti conservateur eût été au pouvoir et eût soumis au Parlement des crédits comme ceux qui ont été mis devant le Parlement durant les trois ou quatre dernières années, et qui s'élevaient annuellement à plus de soixante millions de dollars. Mais la Chambre, je pourrais dire les édifices du Parlement, auraient retenti de ses protestations et vous auriez pu entendre sur les balcons des clubs des dénonciations de sa part on ne peut plus éclatantes et on ne peut plus honnêtes. Quoi qu'il en soit, le pays grandit. J'ai entendu avec beaucoup d'intérêt le discours qu'a prononcé l'honorable sénateur de Toronto, et il m'a rappelé un petit incident qui s'est produit lorsque sir Charles Tupper faisait les élections de 1896 comme chef du Gouvernement. Le "Globe" et presque tous les libéraux reprochaient à sir Charles Tupper l'abus qu'il faisait du "moi". Quelqu'un a-t-il lu le compte rendu du discours qu'a prononcé récemment à Toronto sir Richard Cartwright ? Si vous l'avez lu, je vous prie d'y compter les "moi". Peut-être serez-vous surpris d'entendre dire que dans ce seul discours le mot "moi" est répété 280 fois. Je les ai comptés deux fois et je les ai marqués au crayon. Cela m'a nécessairement rappelé la littérature électorale qui a été répandue parmi la population du pays et qui lui a fait croire que sir Charles Tupper ne connaissait rien en fait de politique et qu'il ne s'occupait que de lui-même. Les grands esprits ont les mêmes idées, et je tiens pour admis que ces deux hommes se croyaient hautement importants.

Il y a quelques points sur lesquels je désirerais avoir des renseignements quant à la politique que doit suivre le Gouvernement. Un de ces points se rapporte à l'arsenal du port d'Halifax. Si les comptes rendus des journaux sont exacts, le Gouvernement impérial a décidé de retirer du Canada toutes ses forces et d'y fermer l'arsenal du port d'Halifax. On a dit aussi que le Gouvernement canadien avait l'intention de remplacer par des troupes canadiennes les troupes régulières que l'on veut retirer.

Peut-être mon honorable ami peut-il nous renseigner à ce sujet. Je n'hésite pas à dire que je voudrais voir le Canada prendre